

«A l'initiative du Secrétaire Général de l'ONU les pays ayant conclu « l'Accord de Paris » sont invités à se réunir à New York ce 21 septembre pour signer le texte ou déposer les documents confirmant sa ratification. Cette initiative vise à soutenir les efforts déployés pour obtenir une entrée en vigueur rapide de l'accord. A quelques semaines de la COP22, de toute part, les voix des acteurs politiques et institutionnels comme de la société civile s'élèvent pour appeler à un passage aux actes à la hauteur de la promesse offerte par l'Accord de Paris que tout le monde s'accordait à saluer comme une avancée historique.

C'est l'ambition de la COP22 à Marrakech qui, selon les autorités marocaines, sera celle de « l'action » non seulement en matière d'atténuation mais aussi d'adaptation aux effets du changement climatique. Dans cette perspective, et pour contribuer de façon active, concrète, et positive, notre cabinet veille à poursuivre l'information et la préparation des acteurs français - et aussi marocains - qui se mobilisent dans une logique partenariale et d'alliances pour le climat ».

Sylvianne Villaudière, Dirigeante fondatrice du cabinet Alliantis

« CLIMActu » est l'infolettre conçue et réalisée par le cabinet Alliantis sur le sujet du climat. Depuis 2014, vous y retrouvez régulièrement l'actualité liée au dérèglement climatique, abordée à travers différentes thématiques :

DIPLOMATIE CLIMATIQUE
INTERNATIONALE
UNION EUROPEENNE ET CLIMAT
TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
URGENCES CLIMATIQUES

MOBILISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
DE RIO+20 ... A LA COP22
AGENDA – EVENEMENTS CLIMAT
REFERENCES MEDIAS POUR LA
REALISATION DE CETTE INFOLETTRE

DIPLOMATIE CLIMATIQUE INTERNATIONALE

Depuis le 22 avril 2016, l'Accord de Paris a été ouvert à la signature des Etats lors d'une cérémonie à laquelle le Secrétaire général de l'ONU a invité les dirigeants du monde. L'Accord pourra entrer en vigueur une fois que 55 États l'aurent ratifié, et que 55% des émissions globales seront représentées par les signataires.

Adopté en décembre 2015 par 195 pays des Nations unies, l'accord de 39 pages vise à contenir le réchauffement climatique en dessous de 2 degrés : [Convention-cadre sur les changements climatiques](#) (anglais) ; [Convention-cadre sur les changements climatiques](#) (français)

Retrouvez le [programme des Side-Events de la Zone Bleue](#)
à présent disponible sur le site UNFCC ainsi que [le programme prévisionnel COP22](#)

[Lien Facebook de la COP22](#) -



[Lien Twitter de la COP22](#)

[Lien Internet de la COP22](#)

- Organisées à Skhirat (Maroc), à l'invitation de la présidence marocaine de la COP22, les deux journées de consultations informelles menées à huis clos entre 140 délégués et négociateurs sur le climat de plus de 50 pays, ont pris fin le 9 septembre. Un important travail collaboratif a été réalisé par les délégués concernant les résultats attendus de la COP22 / CMP12, notamment en termes de finance climatique et de renforcement des capacités. Les délégués se sont également penché sur la question des Contributions Nationalement Déterminés (NDC) en vertu de l'Accord de Paris, sur le Plan mondial d'action pour le climat, sur le Mécanisme de Varsovie sur les pertes et dommages et sur le Dialogue facilitateur prévu en 2018.

- Oubliée des négociations climatiques depuis toujours, l'eau devrait faire son entrée dans la COP22 organisée par le Maroc, un pays de plus en plus soumis au stress hydrique. Le Royaume, très soumis au stress hydrique en raison de son agriculture et de son urbanisation en croissance rapide, veut devenir le porte-parole de la question de l'eau pour toute l'Afrique.

- La Présidente de la COP21 Ségolène Royal a ouvert le 12 septembre 2016 la première réunion plénière à Paris au siège d'Axa du groupe de travail du G20 chargé de concevoir un cadre international de reporting climatique des entreprises. La présidente de la COP a annoncé :

• Près d'un milliard d'euros ont obtenu le label officiel « Transition énergétique et écologique pour le climat » lancé depuis 6 mois ;

• L'ouverture des candidatures pour le « Prix international du meilleur reporting climatique » pour les Investisseurs qui sera remis à l'automne ;

• La création d'une plateforme des coalitions dans la finance verte qu'elle réunira à la fin du mois d'octobre pour dresser un bilan de ces engagements.

• Elle a également confirmé que la France émettrait les premières obligations d'Etat vertes.

- La ministre de l'Environnement Ségolène Royal a tenu sa conférence de presse de rentrée mardi 6 septembre. Faisant le point sur l'Accord de Paris après les ratifications de la Chine et des États-Unis le week-end dernier, elle s'est dite optimiste quant à la ratification par l'Union européenne (12,8 % des émissions de gaz à effet de serre) dans les prochains mois. Pour l'instant, 26 pays ont ratifié le texte, représentant 39% des émissions mondiales. Neuf pays (Argentine, Madagascar, Ukraine, Albanie, Brésil, Ghana, Guinée, Mali et Maroc) ont approuvé l'Accord par voie législative et doivent encore déposer les instruments de ratification à New York.

- Le Président brésilien Michel Temer, dont le pays compte parmi les plus gros émetteurs de gaz à effet de serre (GES), a ratifié le 12 septembre l'Accord de Paris sur le réchauffement climatique, rapprochant le traité du seuil à partir duquel il peut être appliqué.

UNION EUROPEENNE ET CLIMAT

De leur côté, les dirigeants de l'Union Européenne tentent d'accélérer le mouvement en faveur des politiques Climat :

- Ségolène Royal, la ministre française de l'Environnement et présidente de la COP21, a affirmé mercredi 7 septembre 2016 que la procédure de ratification de l'accord de Paris avançait dans les pays de l'Union européenne : "Les choses avancent, nous progressons désormais à la fois sur la ratification par pays, la ratification au niveau de l'UE et le partage des efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre" d'ici 2030, a indiqué Ségolène Royal.

- La Banque européenne d'investissement (BEI) s'engage pour l'effort sur le climat, en perspective de sa participation à la COP22, a affirmé, mercredi 7 septembre à Rabat, le vice-président de la BEI en charge des activités du Maghreb, M. Roman Escolano. Il a rappelé que la BEI a toujours été parmi les grands bailleurs de fonds du Maroc, précisant que durant les dernières années, la banque a investi quelque 2 milliards d'euros au Maroc notamment pour le financement de plusieurs projets à énergies solaires et éoliennes.

- Du 12 et 18 septembre 2016, la "Semaine de la diplomatie climatique" lancée par l'Union européenne fut l'occasion de réitérer son engagement dans la lutte contre le changement climatique. Au moins 20 % du budget 2014-2020 de l'UE - soit 180 milliards d'euros - sont consacrés à la protection du climat qui constitue l'une des grandes priorités de l'UE. En effet, l'Europe ne ménage pas ses efforts pour réduire massivement ses émissions de gaz à effet de serre, tout en encourageant d'autres nations et régions du monde à en faire de même.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Adoptée au début de l'été par le Parlement français, la loi sur la transition énergétique a été officiellement promulguée au Journal officiel le 18 août dernier.

Les décrets d'application du texte sont régulièrement publiés pour assurer sa mise en œuvre effective.

- Sept mois de débat. C'est ce qu'a voulu la métropole nantaise qui a lancé, le 13 septembre, son grand débat sur la transition énergétique. Après celui sur la Loire, celui-ci sera donc consacré aux questions environnementales. Plus précisément, détaille Johanna Rolland, présidente de Nantes Métropole : "Comment chacun consomme et produit de l'énergie : comment je me déplace? Qu'est-ce que je fais de mes déchets? comment prend-on cela en compte dans les entreprises?" Nantes Métropole ne veut pas "d'un débat d'experts, mais du concret".

- Deux mosquées de Marrakech devraient être transformées en "mosquées vertes" pour le début de la COP22 en novembre. Le Royaume s'est lancé dans un programme de rénovation écologique des lieux de culte, aux implications économiques et sociales. Les "mosquées vertes" ne sont que les prémices d'un programme beaucoup plus ambitieux : la première phase du projet, qui concerne 100 mosquées, devrait permettre de créer au moins 130 nouveaux postes. Pour l'intégralité du projet, il pourrait donc s'agir de milliers d'emplois.

- Lors de sa conférence de presse de rentrée, le 6 septembre, Ségolène Royal a fait le point sur la mise en œuvre de la loi sur la transition énergétique. Elle a notamment annoncé de nouveaux appels d'offres pour les énergies renouvelables et les territoires à énergie positive. Avec 87 décrets publiés sur 103 textes d'application, Ségolène Royal s'est félicitée d'avoir œuvré pour "rendre irréversible" la loi sur la transition énergétique, un peu plus d'un an après la publication de celle-ci au Journal officiel. Huit textes sont actuellement au Conseil d'Etat et huit autres en phase de consultation. Parmi les plus attendus, celui sur la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE).

Télécharger le dossier : Conférence de rentrée - Avancement des actions engagées et nouvelles initiatives

- La transition vers une économie verte coûtera leur emploi à certains travailleurs, a admis Maroš Šefčovič, vice-président de la Commission européenne. Lors de la conférence sur la transition vers une économie verte, qui a eu lieu à Bratislava les 6 et 7 septembre 2016, Maroš Šefčovič a plaidé pour que les gouvernements nationaux s'assurent que personne ne sera laissé pour compte dans la transition écologique. « Le changement climatique constitue un danger imminent », a-t-il néanmoins rappelé.

- Lors d'un point de rentrée organisé le 8 septembre, le réseau d'élus et de professionnels Amorce a dressé un bilan mitigé de l'application de la loi de transition énergétique. Il met aussi en avant la question non résolue du financement de certains projets d'énergies renouvelables et de la rénovation thermique du patrimoine des collectivités. Amorce alerte également sur le besoin d'aide aux réseaux de chaleur. Côté déchets, l'association regrette que les nouveaux objectifs de tri et de recyclage fixés par la loi fassent peser davantage de contraintes sur les collectivités que sur les producteurs.

URGENCES CLIMATIQUES

La crise climatique s'aggrave et s'accélère, bien des faits et chiffres en attestent :

- Un décès sur dix dans le monde est lié à la pollution atmosphérique. C'est six fois plus que le paludisme. Et cela entraîne un manque à gagner colossal pour l'économie mondiale : 225 milliards de dollars de pertes de revenus par an, selon un nouveau rapport de la Banque mondiale, publié jeudi 8 septembre. Des pertes qui se sont accrues de 40 % entre 1990 et 2013.

- Il a fait beau et chaud cet été en France, mais parfois trop. Du coup, une sécheresse jamais vue depuis cinquante ans en France, affecte plusieurs régions. « C'est la sécheresse des sols quantitativement la plus importante depuis la fin des années cinquante. Elle s'explique par les fortes températures constatées sur la France à partir de la deuxième quinzaine d'août et par précipitations exceptionnellement faibles depuis début juillet. », explique Christine Berne, climatologue à Météo France.

- Des chercheurs britanniques ont découvert la présence très abondante de particules fines de magnétite dans le cerveau, du même type que celles dégagées par la combustion du diesel. Publiée dans les Proceedings of the National Academy of Sciences (Pnas), cette révélation inquiétante pourrait expliquer le lien entre la pollution atmosphérique et la maladie d'Alzheimer.

MOBILISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

- La Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) est devenue partenaire officielle de la COP 22 suite à la signature, le 16 septembre à Casablanca, d'une convention avec le comité de pilotage de la COP22. «La COP 21 de Paris a inclus, pour la première fois, les entreprises dans les négociations sur le climat», a souligné Miriem Bensalah-Chaqroun, présidente de la CGEM. Cette dernière a rappelé que le patronat marocain s'est engagé pour la protection de l'environnement il y a de cela plus de 20 ans en créant la commission «Climat», le label «Responsabilité sociale des entreprises», le Centre marocain pour la production propre et grâce à son partenariat avec la Fondation Mohammed VI pour la protection de l'environnement.

- A l'issue de son l'Assemblée générale du 9 septembre dernier, le bureau du Business & Climate Summit (BCS) est composé de : Brice Lalonde - Président ; Nigel Topping (We Mean Business) – vice-président, Claire Tutenuit (Entreprises pour l'Environnement) - vice-président, François Baillon (Fédération Internationale Des Ingénieurs Conseil) – trésorier, Andrea Bacher (International Chamber of Commerce) – Secrétaire général. L'édition 2017 du BCS devrait se tenir à New Delhi, en Inde.

- L'Agence Maghreb Arabe Presse (MAP) a lancé, le 5 septembre dernier un nouveau fil spécialisé baptisé « MAP COP22 » dédié à l'environnement, à quelques semaines de la COP22. Inscrit en droite ligne de la politique de l'Agence accompagnant les grands chantiers du Royaume, ce nouveau produit vise à sensibiliser à l'importance de l'environnement, qui constitue une priorité pour le Maroc, et vient répondre à une demande pressante des partenaires de la MAP.

- Dans le cadre de son projet Maroc made in Terre, l'association Almaouja, en partenariat avec le programme MEPI de l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique au Maroc, ont lancé les 5 et 6 septembre à Ouarzazate la première étape de ses activités en réunissant 55 jeunes de la région Drâa Tafilalet pour leur proposer une formation de "médiateurs écologiques" et ainsi les engager à mener une expérience pionnière au Maroc en faveur de la protection de l'environnement.

- Dans le cadre de son engagement environnemental et de son partenariat avec le WWF, le groupe SEB a rejoint l'initiative "Science Based Target" cette année. "La prochaine étape sera de voir l'ensemble des objectifs du groupe validés par l'initiative", précise le groupe. Aujourd'hui, seules 20 entreprises dans le monde ont franchi cette étape, parmi lesquelles Coca-Cola, Sony o encore Pfizer.

- Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a adopté ce 14 septembre un avis qui recense les potentialités d'emplois associées à la biodiversité et leur contribution à la transition écologique. "Préserver la biodiversité et développer les emplois de demain sont deux des défis majeurs de la transition écologique. Elargir le cercle des quelques dizaines de milliers d'emplois existants dédiés à la biodiversité, en impliquant tous les secteurs de l'activité économique concernés par son maintien et sa restauration, voilà l'objectif à atteindre", souligne Allain Bougrain-Dubourg, président de la LPO et rapporteur de l'avis.

- Mercredi 14 septembre, 90 ONG ont lancé un appel pour un futur sans pollution plastique. L'appel, notamment signé par le Bureau européen de l'environnement (BEE), la fondation Surfrider et Zero Waste, s'appuie sur un document regroupant dix principes. "Il constitue une première étape pour un mouvement global afin de changer la perception et l'usage du plastique dans nos sociétés", expliquent les signataires. Et d'alerter : "Sans action urgente, les scientifiques prédisent que d'ici 2050 il y aura plus de plastique que de poissons dans l'océan, menaçant la biodiversité marine et posant de sérieux problèmes pour la santé humaine".

- Oxfam s'est penché sur l'alliance de plus en plus fréquente des investissements du secteur privé et de l'aide étrangère dans un rapport évaluant le futur des objectifs de développement durable (ODD). Le rapport de l'ONG Oxfam, « Responsabilité et propriété : le rôle de l'aide dans le monde après 2015 » épingle l'utilisation croissante du secteur privé pour tirer profit de l'aide de l'État. Bien qu'Oxfam ne soit pas opposé au principe, l'organisation rappelle que ce secteur « est défini par le marché et ne peut donc remplacer l'aide ». Malgré tout, plus de 87 milliards d'euros ont été distribués dans le monde en 2013 pour contribuer à la rentabilisation des investissements privés dans les pays en voie de développement, selon l'OCDE.

- Si le très controversé projet d'aire piétonne végétalisée sur les voies sur berge de la rive droite de la capitale ne sera examiné par le Conseil de Paris que le 26 septembre, la maire de Paris, Anne Hidalgo, a décidé de rendre le tronçon accessible aux marcheurs à l'occasion d'une exposition à ciel ouvert. A partir du 11 septembre 2016, l'événement baptisé «Cap sur la COP 22» a pris place sur l'intégralité du tronçon à piétonner.

- La COP 22 servira pour réaffirmer les engagements et concrétiser les changements à adopter par la communauté internationale dans ce domaine, a souligné la présidente du Fonds mondial pour la nature (WWF), Yolanda Kakabadse. Mme Kakabadse s'est dite, dans un entretien le 11 septembre, totalement convaincue du fait que les objectifs de la COP 21 à Paris seront atteints, jugeant, toutefois, qu'ils restent "insuffisants".

- L'Unesco a publié le 6 septembre un nouveau rapport mondial de suivi sur l'éducation (GEM), visant à montrer «le pouvoir que détient l'éducation pour favoriser les progrès de tous les objectifs mondiaux» visés dans le nouveau Programme de développement durable à l'horizon 2030. Entretien avec Lucie Sauvé, professeure spécialisée dans l'éducation relative à l'environnement et l'éco-citoyenneté à l'université du Québec à Montréal.

- Un premier prix au concours C.Génial à Paris avec les félicitations de la ministre de l'Éducation, une médaille d'or au Salon des jeunes inventeurs et créateurs de Monts et désormais, une invitation à participer la COP 22 à Marrakech. Le projet Distilla'Sun (distillateur d'eaux florales à l'énergie solaire) porté par le Lycée Vaucanson (Tours) ne laisse personne indifférent.

- La 1^{ère} édition de Climate Chance se tiendra du 26 au 28 septembre 2016 à Nantes. Évènement mondial, Climate Chance a vocation à devenir le rendez-vous de l'ensemble des acteurs non-étatiques engagés dans la lutte contre le dérèglement climatique. ([Programme](#))

DE RIO+20 ... A LA COP22

Du Sommet de la Terre à Rio en 92... au Pavillon France Rio+20 en 2012 ***De la COP21... à la COP22*** (*Cliquez [ici](#) pour lire la suite*)

Déjà présente à Rio en 1992 avec une délégation de chefs d'entreprises français pionniers du développement durable au moment du 1^{er} Sommet de la Terre, Sylvianne Villaudière a fondé en 2000 le cabinet Alliantis dont la vocation est de « tisser des alliances » et d'accompagner les décideurs en matière de stratégie de communication partenariale et RSE.

Fortement mobilisée à l'occasion des deux grands événements mondiaux du développement durable : Rio+20 et la COP21 à Paris... Sylvianne Villaudière est à présent chargée de la Coordination Maroc-France Entreprises COP22, présidée par Brice Lalonde.

Pour en savoir plus :

[Solutions COP21 – Vidéo Bilan du dispositif 2014 - 2015](#)
[Lien vers le site \[Solutions COP21\]\(#\) et le \[Hub des Solutions Climat\]\(#\)](#)

Réunion Plénière de la Coordination Maroc-France « Entreprises COP22 »
(le 13 juillet 2016 – Hôtel de l'Industrie à Paris)

Ce 13 juillet 2016, la Coordination Maroc-France « Entreprises COP22 », présidée par **Brice Lalonde**, ancien Ministre, conseiller du Global Compact, a rassemblé une centaine d'acteurs des réseaux d'entreprises français et marocains, afin de poursuivre leurs échanges sur la préparation de la COP22.

L'objectif : partager les informations disponibles pour développer des coopérations France-Maroc-Afrique et faciliter les contributions climat des entreprises.

Présidée par **Olivier Mousson**, cette coordination animée par **Sylvianne Villaudière** est assurée en partenariat avec la Société d'Encouragement pour l'Industrie nationale (SEIN) qui apporte tout son soutien et accueille gracieusement les participants à l'Hôtel de l'Industrie.



Un point inédit sur l'avancement de la préparation de la COP22, et sur les modalités d'accueil des entreprises a été effectué le 13 juillet par les représentants officiels qui ont ensuite répondu aux nombreuses questions des participants :



- M. **Abdeladim Lhafi**, Commissaire de la COP22
- le **Wali (Préfet) Abdeslam Bekrate**, chef du pôle logistique et sécurité de la COP22
- M. **Said Mouline**, chef du pôle partenariat public/privé de la COP22
- Mme **Sophie Vieillefont**, chargée des relations diplomatiques avec le Maroc – Ministère français
- SE. **Chakib Benmoussa**, Ambassadeur du Royaume du Maroc en France

Vous pouvez également retrouver ici des éléments sur les événements et actions évoqués lors de cette plénière que les participants ont demandé de partager : [le livret de la CGEM pour la COP22](#) ; [le Save the date du Climate Finance Day](#) ; [les actions COP22 de Bon pour le Climat](#) ; [la présentation de Solutions Jeunesse COP22](#) ; [présentation de Brand Your Morocco and Your Engagement-Actions COP22](#) ; Retrouvez le [compte-rendu de cette réunion plénière](#)

[Plaquette « Espace Solutions France-Maroc by CFCIM sur la COP22 ! »](#)

Rencontre avec le Président du directoire de l'Agence marocaine de l'énergie solaire
(Mercredi 14 septembre 2016)



Mercredi 14 septembre 2016 était organisée à Paris une réunion d'échanges informels entre **Monsieur Mustapha Bakkoury** (Président du directoire de l'Agence marocaine de l'énergie solaire et Président de la région Casablanca-Settat) et des dirigeants d'entreprises françaises des secteurs énergies renouvelables, mobilité, nouvelles énergies et finance-investissement. Cette réunion restreinte a été co-organisée par la Coordination Entreprises COP22 et l'Ambassade du Royaume du Maroc en France.

Blog de la Coordination Maroc-France « Entreprises COP22 » : www.entreprisescop22.wordpress.com

AGENDA – EVENEMENTS CLIMAT

- Le 20 septembre 2016, conférence organisée par le Medef, le Medefi et la CGEM sur le thème « COP 22 : quels enjeux et quelles opportunités pour les entreprises? »
- 22 septembre 2016, Deuxième édition du Climate Club (EcoAct), sur le thème du « Prix carbone : place à l'action ! » (Paris)
- Les 22 et 23 septembre 2016, Rencontres Africa 2016 (Paris)
- Le 25 septembre 2016, Journée nationale de la qualité de l'air - Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer
- Du 25 au 27 septembre 2016, FIDIC International Infrastructure Conference (Marrakech - Maroc)
- Du 26 au 28 septembre 2016, « Climate Chance » : Sommet mondial sur le climat des acteurs non étatiques. Une initiative de « Nantes Métropole » produite par « La Cité Nantes Events Center/Centre des Congrès)
- Le 30 septembre 2016, Petit-déjeuner d'échanges en présence de Brice Lalonde « Les entreprises en marche pour la COP22 » organisé par la Chambre Française de Commerce et d'Industrie du Maroc et la Coordination EntreprisesCOP22 (Casablanca – Maroc)
- Le 1^{er} octobre 2016, Réunion du Fonds Vert pour le Climat de l'ONU (Quito – Equateur)
- Le 1^{er} octobre 2016, l'Ambassade de France au Maroc et l'Institut Français du Maroc organisent une rencontre entre ONG françaises et marocaines mobilisées sur la question du changement climatique pour débattre des politiques d'adaptation locales et promouvoir un travail sur les consciences (Rabat – Maroc)
- Du 5 au 8 octobre 2016, salon POLLUTEC MAROC à Casablanca
- Les 6 et 7 octobre 2016, Segment interministériel du Forum sur les NDC et l'atténuation (Rabat – Maroc)
- Le 10 octobre 2016, Réunion plénière du Club France Développement Durable (Paris)
- Le 10 octobre 2016, Réunion plénière de la Coordination Maroc-France « Entreprises COP22 » (Paris)
- Le 10 octobre 2016, Waste and Recycling for Climate Summit Forum organisé par la CGEM et Coalition pour la valorisation des déchets ; (Skhirat – Maroc)
- Les 17 et 18 octobre 2016, Pré COP22 organisée par l'UNFCCC et le Royaume du Maroc (Marrakech – Maroc)
- Le 18 octobre 2016, Congrès développement durable des CCI : « Développer la croissance et la compétitivité des entreprises et des territoires de la COP21 à la COP22 » (Paris)

- Du 19 au 23 octobre 2016, LAB – Land African Business organisé en partenariat avec la Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale – Hôtel de l'Industrie (Paris)
- Du 20 octobre au 5 novembre 2016, « Train du Climat » organisé par l'ONCF (Départ de Rabat ; Arrivée à Marrakech – Maroc)
- Le 1er novembre 2016, Dernier délai pour les Parties qui n'auront pas encore rendu leur contribution climatique à la CCNUCC
- Le 3 novembre 2016, Sommet des consciences de la COP22 organisé par le CESE du Maroc (Fès – Maroc)
- Le 4 novembre 2016, conférence « Climate Finance Day-2016 » organisée par la Casablanca Finance City (CFC) et le 5 novembre 2016, Climate Finance Forum (Casablanca – Maroc)
- Les 5 et 6 novembre 2016, 12th Conference of Youth (COY22) (Marrakech - Maroc)
- **Du 7 au 18 novembre 2016, COP22 à Marrakech (Maroc)**
- Le 10 novembre 2016, Side-Event organisé par Green Cross France et Territoires sur les priorités d'action en matière de préservation des Océans
- Le 12 novembre 2016, Journée OCEAN organisée dans le cadre de la COP22 (Marrakech-Maroc)
- Le 12 novembre 2016, Grand Prix Formule E (Marrakech -Maroc)
- Le 13 novembre 2016, Réunion parlementaire à Marrakech organisée conjointement par l'Union interparlementaire et le Parlement du Maroc à l'occasion de la COP22
- Du 14 au 16 novembre 2016, COP22 Low-Emissions Solutions Conference (dans la blue-zone) (Marrakech – Maroc)
- Les 14 et 15 novembre 2016, Caring for Climate Business Forum à l'initiative du Global Compact et de l'UNEP (Marrakech – Maroc)
- Le 23 novembre 2016, Conférence OREE-C3D sur la « nouvelle pensée économique et climat », suite à la COP22
- Du 29 novembre au 2 décembre 2016, Pollutec 2016 Euro Expo Lyon – France
- Début 2017, 4^{ème} Conférence environnementale (Paris – France)

REFERENCES MEDIAS POUR LA REALISATION DE CETTE INFOLETTRE

www.lemonde.fr; www.enerzine.com; www.francesoir.fr ; www.agencececofin.com ; www.journaldelenvironnement.net ; www.lefigaro.fr ; www.loractu.fr ; www.heloim.sinclair.over-blog.com ; www.francetvinfo.fr ; www.aujourd'hui.ma ; www.euractiv.fr ; www.novethic.fr

Qui sommes-nous ?

Alliantis est un cabinet de conseil intervenant depuis sa création en 2000 dans le domaine de la stratégie de communication en réseau. Il accompagne les décideurs publics et privés soucieux de développer ou redéfinir les relations qu'ils entretiennent avec les parties prenantes des projets dont ils sont porteurs.

Alliantis a été co-fondateur avec Hopscotch de Solutions COP21, organisé à l'initiative du Comité 21 avec les membres et réseaux du Club France Développement durable.

Si vous souhaitez nous faire parvenir des informations susceptibles d'apparaître dans cette infolettre, merci de nous envoyer un mail à Brice Lafon : blafon@alliantis.fr

Si vous ne souhaitez plus recevoir cette infolettre, merci de nous renvoyer un mail à alliantis@alliantis.fr.



Cabinet Alliantis
25 boulevard Malesherbes
75008 Paris
Tel : 01 44 56 09 56
www.alliantis.fr



www.solutionscop21.org